

M. Conway

Je vais intervenir sur l'ensemble, puisque vous demandez notre position et comment on aurait fait. La demande, vous dites que c'est de trouver 1,8 M€.

M. le Maire

Non, je vous interromps. Non, ce n'est pas cela la demande. La demande, c'est qu'il faut qu'on dégage de toute façon 1,8 M€, toutes choses égales par ailleurs. Cela signifie qu'avec 1,8 M€, vous ne faites rien de nouveau. C'est 1,8 *a minima*.

M. Conway

Vous dites qu'il faut trouver X millions d'euros et vous oubliez qu'en fait, c'est une participation à un plan d'économie. C'est un dispositif, c'est une démarche nationale, et au niveau national, vous critiquez quand les choses sont faites dans le sens de, plutôt que de chercher des économies, augmentons les impôts. Vous, c'est exactement ce que vous êtes en train de faire sur La Garenne. Il y a un plan d'économie, vous dites : il n'est pas légitime de nous ponctionner X millions, donc nous, on a qu'un seul moyen, c'est d'augmenter les impôts pour reconstituer notre bas de laine.

Ce qui me dérange énormément, c'est que dans votre programme électoral qui vous a conduit à votre élection, est-ce que vous en avez parlé ? Nulle part. Vous n'avez ni dans le débat d'orientation budgétaire, ni dans les documents de campagne, ni sur votre site internet, et je ne parle pas de réunions de présentation de programme, puisqu'il n'y en a pas eu, nulle part, et pourtant, vous avez dit : je ne mens jamais, comme si le mensonge par omission ne faisait pas partie de cette catégorie-là.

Vous avez même approuvé un discours qui a été fait au moment de votre investiture sur le fait que cette élection nous donne aussi le devoir, je cite M. Hervo, « *de ne pas raconter des balivernes à nos concitoyens, par exemple, leur dire qu'on va baisser les impôts et augmenter les dépenses* ». Effectivement, il n'a pas menti parce qu'on n'a pas dit qu'on ne va pas augmenter les impôts, donc vous n'avez pas menti en disant cela, mais par omission, oui. C'est le genre de comportement qui, pour moi, est un déni de démocratie, puisque les gens votent en n'ayant pas eu cet élément-là, qui est un élément décisif. La deuxième chose est que cela accroît la méfiance en disant : il nous a écrit 173 propositions, et sur l'essentiel, cela n'a pas été évoqué.

Là-dessus, nous avons des propositions, on l'avait déjà développé dans le débat d'orientation budgétaire, en disant que d'abord, comme indicateur, il vaut mieux prendre les montants d'impôts par habitant et les dépenses par habitant qui reflètent mieux ce qui se passe. Il y a une augmentation de la population, c'est normal qu'on tienne compte, dans l'augmentation de la base, de ce qui se passe aussi sur le nombre de bénéficiaires.

La deuxième chose, c'est sur l'endettement. On parlait de... Je parlais qu'on

pouvait se désendetter encore plus en augmentant les impôts, je ne croyais pas si bien dire au moment du débat d'orientation budgétaire. Je préconise là-dessus plusieurs choses. La première est d'avoir une action sur les investissements, et pour avoir une action sur les investissements, on ne peut pas raisonner, vous l'avez très justement dit d'ailleurs, on ne peut pas raisonner à court terme, on ne peut pas raisonner sur le fait de faire des économies et de payer plus cher l'année d'après.

Pour moi, c'est indispensable qu'on se pose ces questions de quelles actions on fait sur les investissements. C'est une question de priorité, et pour se poser les questions et choisir les bonnes priorités, il faut faire ce raisonnement sur plusieurs années. Il faut faire les raisonnements sur les années de la mandature, et de dire : on a six ans pour réaliser un certain nombre de travaux, quels sont ceux qui sont prioritaires par rapport à d'autres ? La deuxième chose, c'est d'étaler en fonction du disponible, c'est-à-dire qu'on a moins de disponibles, donc de voir à l'inverse, quel est l'effort qu'il faut qu'on fasse en termes d'économie ou d'étalement.

Et puis, je rajoute l'aspect recours modéré à l'emprunt pour financer aussi autrement, si vraiment on a une année où on a des travaux urgents et qu'on peut le faire suivre d'une année qui soit plus creuse, d'étaler cela sur le recours à l'emprunt. Ce qui m'a frappé dans les présentations, c'est le fait qu'on raisonne sur ce qui est nouveau, quelle est l'augmentation, comme si toute chose était égale par ailleurs et que la vie continuait et qu'on était sur un petit îlot de prospérité dans lequel il n'y avait pas d'effort à faire.

C'est vraiment une demande de raisonner sur la mandature avec les priorités et les volumes. On raisonne vraiment en delta pour justifier l'augmentation des impôts. On tape en disant : je suis obligé d'augmenter les impôts parce qu'on m'a diminué mes dotations, mais je rappelle que c'est un plan d'économie au niveau national, et donc, si on veut faire cette démarche-là, il faut que tout le monde s'y mette. Là, vous tapez très lourdement, et d'une manière non annoncée, sur les contribuables Garennois.

M. le Maire

Merci, quelqu'un veut-il la parole ?

(...) (NdR : diverses interventions des autres représentants de l'opposition garennoise, à partir de la page 27 du JO n° 117

M. le Maire

Y a-t-il d'autres prises de parole ? Monsieur Conway, très court. Je ne vous ai pas encore répondu.

M. Conway

Très court. Un point concret d'économie : plus de voitures de fonction.

M. le Maire

Merci beaucoup.

Mes chers amis, je veux répondre à deux, trois choses qui ont été dites, qui sont un peu faciles. Le premier point, c'est que je n'accepte pas les leçons de morale. On fait chacun des choix politiques, mais se baser sur la morale en disant : je suis moral, vous mentez, permettez-moi, mais c'est un petit jeu qui n'est pas acceptable. Nous avons dit simplement que nous continuerions à avoir une gestion saine et rigoureuse, c'est-à-dire dire attentive à la dépense, et que nous maintiendrons les taux d'imposition parmi les plus bas du département. C'était ça que nous disions. Premier point.

(NdR : la suite est consultable à partir de la page 33 du JO n° 117)